

# Stupéfiante capitale

Confinées il y a vingt-cinq ans au monde des marginaux, les overdoses concernent aujourd'hui des usagers bien insérés dans la société. Créé en 1991, le groupe Surdoses, à Paris, enquête sur ces décès et les drogues qui les provoquent

ALEXANDRE KAUFFMANN

Un soir de l'automne 2013, Caroline (les noms des victimes et des trafiquants ont été modifiés), 22 ans, rejoint l'appartement parisien de son petit ami avec une bonne nouvelle : elle vient de décrocher son premier emploi chez un joaillier. Ils achètent une bouteille de vodka et se procurent un gramme de MDMA, poudre cristalline qui favorise l'empathie et l'humeur festive. Au milieu de la nuit, après avoir avalé plusieurs « parachutes » (façon de consommer la MDMA qui consiste à enrouler la poudre dans une feuille à rouler, puis à l'avalier avec un verre d'eau) de cette drogue de synthèse, la jeune femme meurt d'une hyperthermie. La capitaine Floriane B., 36 ans, chef adjointe du groupe Surdoses de la brigade des stupéfiants, se rend sur place. « En découvrant ce genre de scène, confie-t-elle, on est frappé par l'odeur forte, indéfinissable, des corps sans vie et par les plaques vineuses que la lividité cadavérique laisse sur la peau. Les restes de la soirée, eux aussi, sont impressionnants : sachets de poudre, mégots, bouteilles... » Au bout de quelques semaines, l'enquête conduira Floriane B. jusqu'à Beauvais, où un trafic de MDMA sera démantelé.

Il y a vingt-cinq ans, les personnes victimes d'une réaction mortelle aux stupéfiants ne ressemblaient en rien à Caroline. Il s'agissait pour l'essentiel d'héroïnomanes désocialisés. Chaque année, environ cent cinquante d'entre eux étaient retrouvés morts à Paris, parfois sur la bourre sale d'un matelas ou dans les vapeurs chimiques d'une sanisette. « C'était une hécatombe », se souvient le major Yvan C., qui officie depuis un quart de siècle au 36 quai des Orfèvres. Pour enquêter sur ces décès, une structure a été créée en 1991 au sein de la brigade des stupéfiants : le groupe Surdoses.

Au cours de la même décennie, grâce à la mise en place des traitements de substitution à l'héroïne, les morts par overdose ont connu une baisse spectaculaire. Mais d'autres drogues ont parallèlement gagné du terrain, comme la cocaïne ou la MDMA. Aujourd'hui, les victimes parisiennes sont à la fois moins nombreuses – une vingtaine par an – et mieux insérées socialement : des journalistes, des conseillers financiers, des professeurs... « Bien sûr, il y a encore des marginaux, nuance Floriane B., mais ils ne sont plus majoritaires. L'an dernier, nous avons eu

le cas d'un étudiant en école de commerce. Il avait pris de la cocaïne, bu de l'alcool, passé une nuit blanche, et soudain son cœur a lâché. Les parents ont déclaré que leurs fils ne touchait pas à ce type de drogue. Ce qui était probablement vrai deux jours plus tôt. Personne n'est à l'abri. »

Mourir d'une ligne de cocaïne ou d'un « parachute » de MDMA ? Les consommateurs – réguliers ou occasionnels – sont rarement conscients des risques qu'ils courent. « Ces produits stimulants sont associés à la fête, on en soupçonne moins des effets néfastes, indique le professeur Bruno Mégarbane, chef du service de réanimation médicale et toxicologique à l'hôpital Lariboisière, à Paris. Il n'existe pas de dose standard pour les substances illicites. Tout dépend de la vulnérabilité in-

dividuelle. J'ai vu un homme survivre à l'ingestion de cinquante pilules d'ecstasy – il s'agissait d'une tentative de suicide –, et un autre mourir pour en avoir avalé une seule. A l'exception des opioïdes, comme l'héroïne ou la méthadone, les quantités consommées sont rarement les seuls déterminants. La cocaïne, même à petite dose, peut entraîner un décès par troubles cardiaques, tout comme la MDMA par hyperthermie et défaillance multiviscérale. » En France, le nombre de ces décès est globalement sous-estimé. Ceux qui surviennent à l'hôpital ne font pas tous l'objet d'une déclaration administrative, pourtant obligatoire. « Les médecins sont submergés par la paperasse... », soupire le professeur Mégarbane dans un bureau encombré de dossiers, piles multicolores où se cachent de grandes addictions.

## PRODUITS DE COUPE RAREMENT TOXIQUES

Kamel, 28 ans, gagne sa vie en livrant de la cocaïne à domicile dans le nord de Paris. Conscient du risque mortel qui plane sur ses clients, il tient à se justifier : « Je n'oblige personne à acheter ma marchandise. Et je n'en vends qu'aux adultes. Ceux qui abusent du produit, je les mets en garde. Parfois, je refuse même de les servir. C'est mieux pour tout le monde : les gros toxicos attirent des problèmes. » Kamel sait la peine qu'il encourt si un consommateur vient à mourir. « J'ai un pote qui s'est fait serrer par le groupe Surdoses, dit-il dans un haussement d'épaules. On lui a mis cinq piges pour homicide involontaire et trafic de stupéfiants. C'est des délits, pas des crimes, ça reste en correctionnelle. » Préférant changer de sujet, il exhibe sa dernière innovation marketing, un SMS destiné à sa clientèle : « C Kamel. Dispo avec la foudre ! 60 € le

gr. 2 acheté, 1 offer. Ponctualité aux RDV. » Ses yeux pétillent derrière le verre beurré de ses lunettes : « Eh ouais, il y a une putain de concurrence sur le marché ! »

Le jeune dealeur assure ne rien ajouter à sa cocaïne, qui serait pure à 50 %. Il ne sait pas grand-chose des produits de coupe, sinon qu'ils sont en général inoffensifs. Affirmation que le chef du groupe Surdoses, le commandant Patrick N., ne dément pas : « Il est rare de trouver des substances toxiques avec la came. Les dealers cherchent avant tout à fidéliser leurs clients. A la brigade des stupéfiants, je n'ai entendu parler que d'un cas : une héroïne coupée avec de la mort-aux-rats. L'exception fatale... Le plus souvent, la came est rallongée avec de la caféine, du paracétamol ou des laxatifs. » Certains produits de coupe peuvent toutefois avoir de graves effets secondaires. C'est le cas du lévamisole, médicament vétérinaire souvent présent dans la cocaïne vendue en France. Il arrive que ce pesticide utilisé contre les vers intestinaux chez les porcins provoque des troubles hématologiques et des nécroses de la peau.

Par une pluvieuse soirée d'automne, les sept membres du groupe Surdoses quittent le 36 quai des Orfèvres pour déployer un dispositif de surveillance autour d'un « cocaïne call center ». « On utilise ce terme pour les réseaux organisés comme des plate-formes d'achat, avec une centrale téléphonique et des livreurs », précise le major Yvan C. C'est le décès d'un jeune consommateur, quelques mois plus tôt, qui est à l'origine de l'information judiciaire. Les enquêteurs prévoient de

suivre le livreur et d'identifier une partie de ses contacts. Equipés de talkies-walkies et de pistolets Glock, ils gagnent le Nord parisien à bord de véhicules banalisés. D'ordinaire, les policiers en civil sont faciles à repérer : baskets, jean, nuque raide. Les membres du groupe Surdoses font curieusement exception : la capitaine Floriane B. ressemble à une étudiante ; le commandant Patrick N., à un artiste peintre mélancolique ; et le major Yvan C. à un professeur de maths un peu distrait. De plus près, pourtant, ils ont tous le même regard aigu et intrusif : un œil sur l'interlocuteur, l'autre en retrait, à la recherche d'un mensonge ou d'une intention suspecte.

## PARIS, UN CAS À PART

Aux abords du 19<sup>e</sup> arrondissement de Paris, Patrick N. prend en filature un véhicule délabré. « Les trafiquants ne sont pas tous des Pablo Escobar, souffle le chef de groupe. Celui-là, c'est un bras cassé qui dealait avec la voi-

ture de sa tante. J'en connais qui n'ont même pas de véhicule. Ils font leurs livraisons avec Heetch, l'application de covoiturage nocturne... Quand on les interpelle, la plupart d'entre eux n'ont pas trois sous de côté. Ils vivent au jour le jour.»

L'auto mène les policiers à un bar-restaurant des Hauts-de-Seine. Floriane B. est envoyée en éclaireuse. Une ambiance bon enfant règne dans l'établissement, où des jeunes boivent du thé autour de jeux de société. La capitaine de police envoie des SMS à ses collègues pour les renseigner sur l'« objectif ». Une table voisine lui propose une partie de Pictionary. Elle décline, prétextant une grande fatigue. Dehors, Yvan C. et Patrick N. finissent d'équiper la voiture suivie d'un système de géolocalisation. Dans deux ou trois semaines, les enquêteurs auront assez d'éléments pour « taper » (démanteler) la plateforme d'achat.

« Voir fleurir un objectif » (voir apparaître un suspect), « zombards » (écoutes), « bécaner une GAV » (taper le procès-verbal d'une garde à vue) : le quotidien du groupe Surdosos est à lui seul une aventure lexicale, faite d'acronymes et d'expressions à la fois crues et imagées. Quant au langage de la rue, les policiers s'y initient lors des innombrables conversations téléphoniques qu'ils interceptent. « Certains suspects passent plus de deux

cents appels par jour, déplore Floriane B. Et pas toujours pour dire des choses essentielles... j'utilise le site du Dictionnaire de la zone pour m'y retrouver. » Le major Yvan C., lui, étonne parfois ses enfants en lançant d'impeccables traits d'argot.

Le groupe Surdosos doit s'adapter à un environnement qui évolue très rapidement. En France, une nouvelle drogue apparaît chaque semaine. Principalement des psychostimulants qui s'achètent sur Internet. En 2013, ces nouveaux produits de synthèse (NPS) ont fait une entrée remarquée dans les statistiques du groupe. « Ils sont responsables de trois ou quatre décès par an, observe Fabrice L., 35 ans, brigadier d'origine réunionnaise. On a presque toujours affaire à des cathinones de synthèse – 3-MMC ou 4-MEC – consommés par des adeptes de chemsex, pratique gay qui mêle sexe et psychotropes. » Comme pour les autres dossiers, les analyses en laboratoire font souvent état de mélanges aléatoires : 3-MMC et cocaïne, ou encore 4-MEC et GHB (la drogue dite « du violeur »).

Les NPS représentent désormais 15 % des enquêtes du groupe. « Ils sont en hausse, souligne le commandant Patrick N., comme la cocaïne depuis dix ans, qui est aujourd'hui impliquée dans 35 % de nos affaires, à égalité avec les opioïdes. » Ces ratios – qui ne valent que pour Paris intra-muros – s'écartent de la

moyenne nationale, où les opioïdes demeurent très largement majoritaires. « Si la capitale forme un cas à part, c'est peut-être parce que toutes les drogues y sont disponibles, suppose Floriane B. Ces chiffres, de toute façon, n'indiquent que des tendances. Ils sont surtout utiles pour la prévention, qui reste le meilleur moyen d'éviter les accidents. » Là où le groupe Surdosos intervient, la prévention a, malheureusement, déjà perdu son auditoire. ■

**« AUJOURD'HUI, IL EXISTE DES "COCAINE CALL CENTERS" QUI FONCTIONNENT COMME DES PLATES-FORMES D'ACHAT, AVEC UNE CENTRALE TÉLÉPHONIQUE ET DES LIVREURS »**

**MAJOR YVAN C.**  
du groupe Surdosos  
au sein de la brigade  
des stupéfiants